

Recherches sociographiques



Donald FISHER, *Les sciences sociales au Canada : 50 ans d'activités à l'échelle nationale par la Fédération canadienne des sciences sociales*

Jean Crête

Volume 33, numéro 1, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056678ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056678ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Crête, J. (1992). Compte rendu de [Donald FISHER, *Les sciences sociales au Canada : 50 ans d'activités à l'échelle nationale par la Fédération canadienne des sciences sociales*]. *Recherches sociographiques*, 33(1), 141-142.
<https://doi.org/10.7202/056678ar>

Sur certains points, le lecteur trouvera des renseignements utiles tant par leur contenu technique que par l'atmosphère et les conditions de vie qu'ils évoquent. C'est le cas de tout ce qui touche les activités préalables à la décision de réaliser le projet, notamment la participation de Joe Retty et des Timmins; les négociations et les discussions entre les aciéries américaines au sujet de la rentabilité du projet, des changements à la constitution de la I.O.C. et de la participation des partenaires au financement et à l'achat de la production; les règles d'exploration et d'exploitation dans une région à cheval sur la frontière entre deux États (Canada et Terre-Neuve) puis entre deux provinces après 1949 (Québec et Terre-Neuve) par une compagnie contrainte de négocier avec les dirigeants de ces gouvernements (Smallwood et Duplessis); les travaux de construction et d'installation de l'équipement technique dans une situation d'éloignement et d'accès difficile; les conditions de production et la question technologique, compte tenu de la fluctuation des marchés. En outre, les auteurs fournissent des explications pertinentes sur quelques sujets délicats, en particulier sur l'exclusion d'un secteur très riche de 20 milles carrés qui sera plus tard mis en valeur par la société Wabush Mines (p. 247s), et sur les vives pressions du Premier ministre Smallwood pour que l'usine de concentration en boulettes soit construite à Labrador City plutôt qu'à Sept-Îles (p. 288). L'angle de vision reste tout le temps celui de l'entreprise avec plus ou moins d'attention au milieu externe, sauf pour commenter rapidement des cas particuliers ou pour monter en épingle certaines réalisations.

En résumé, la perspective demeure celle, souvent personnalisée, des dirigeants de la Iron Ore, surtout de Geren. Au-delà de sa valeur de témoignage, l'ouvrage souffre de limites qui rendent indispensable une nouvelle histoire de la compagnie après 1960, plus scientifique et davantage préoccupée par les questions controversées, entre autres, les relations de travail, le contexte économique national et international, la crise des années 1980 et les fermetures. Tel qu'il est, *L'héritage de Caïn* procurera néanmoins quelques heures de bonne lecture.

Marc VALLIÈRES

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Donald FISHER, *Les sciences sociales au Canada : 50 ans d'activités à l'échelle nationale par la Fédération canadienne des sciences sociales*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1991, 121 p.

À l'occasion de son cinquantième anniversaire, la Fédération canadienne des sciences sociales (F.C.S.S.) a commandité la recherche et la publication de cet ouvrage. Les informations sur lesquelles s'appuie l'auteur sont tirées des archives de la Fédération et de quelques entrevues réalisées auprès d'universitaires qui y furent actifs. En trois chapitres correspondant à trois grandes périodes de l'histoire de l'organisation, l'auteur résume ce que furent les principaux débats, sans analyse ou évaluation systématique.

L'histoire débute avec la création du Canadian Social Science Research Council (C.S.S.R.C.) formé sur le modèle de son homonyme américain, financé par des sociétés philanthropiques américaines et ancêtre de la Fédération canadienne des sciences sociales. Cette première organisation, contrôlée pour ainsi dire par Harold Innis et ses protégés, visait à promouvoir la recherche en sciences sociales au Canada et elle prit ses distances par rapport aux études humanistes et à la recherche appliquée et à l'État. On mit sur pied des programmes

de recherche, entre autres celui sur le Crédit social, des programmes de bourses pour la formation professionnelle et un programme d'aide à l'édition qui demeure encore aujourd'hui la principale source de subvention à l'édition savante dans le domaine au Canada. Les quelques informations que l'auteur donne sur les distributeurs et sur les récipiendaires de fonds nous laissent croire qu'il n'y avait pas incompatibilité entre les deux rôles.

En 1958, avec la création du Conseil des arts du Canada, placé sous la juridiction du gouvernement fédéral, le Canadian Social Science Research Council changea son nom, vit son financement de source américaine tarir, fit face à une crise et dut redéfinir son rôle. Désormais, le financement proviendrait du Conseil des arts qui l'obtiendrait lui-même du gouvernement. Ce financement public obligea le C.C.R.S.S. à se démocratiser et à devenir plus représentatif de ses membres. C'est aussi à cette époque, qui correspond à la Révolution tranquille au Québec, qu'il tenta de tenir davantage compte de la composante canadienne-française. Dans ses relations avec son environnement, l'ancêtre de la Fédération avait développé une très forte dépendance envers le Conseil des arts et devenait un organisme de pression sur le gouvernement fédéral.

En 1977, avec la création du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (C.R.S.H.C.), le Conseil canadien de recherche en sciences sociales modifie encore son nom en Fédération canadienne des sciences sociales (F.C.S.S.). Cette nouvelle appellation reflète mieux la vraie vocation de l'organisme.

Donald Fisher résume les activités de la Fédération et de ses prédécesseurs sous divers aspects: l'organisation, son environnement immédiat, son financement, ses orientations, les personnalités marquantes, etc. Ce qui est frappant cependant c'est qu'un ouvrage commandé par la Fédération des sciences sociales du Canada et publié en 1991 ne fasse appel à aucune technique, méthode ou théorie développée par les sciences sociales au cours de ce siècle. Par exemple, on fait souvent référence à des budgets mais jamais ils ne sont étudiés de façon systématique comme l'eurent fait des spécialistes de l'économie ou de l'administration; la Fédération est devenue depuis plus de trente ans un groupe de pression subventionné par l'État fédéral mais jamais il n'est fait appel aux théories et concepts développés en science politique pour analyser ce phénomène et le mettre en perspective; l'ouvrage rapporte maintes modifications aux structures de l'organisation mais nulle part la sociologie des organisations n'est mise à contribution. Bref cette étude ne s'appuie pas sur les sciences sociales.

La révision de la traduction française n'a pas toujours été très méticuleuse. C'est ainsi qu'à l'occasion on emploie l'abréviation C.R.S.H. pour désigner l'ancêtre de la Fédération (C.S.S.R.C.) alors qu'on emploie le sigle de l'ancêtre de la Fédération pour désigner le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (C.R.S.H.C.). Certaines tournures de phrase nous rappellent qu'il s'agit d'une traduction, par exemple la note infrapaginale suivante: «Les notes pour section III sont trouvées aux pages [...]». Il n'y a pas non plus d'index des sujets ou des noms.

Bien que le ton général soit celui de l'histoire officielle, commanditée par une organisation à l'occasion d'un anniversaire, le texte de Fisher est suffisamment explicite pour stimuler le lecteur à en savoir davantage sur la Fédération canadienne des sciences sociales.

Jean CRÊTE

*Département de science politique,
Université Laval.*